

Retrouver le chemin du plein-emploi

par Pierre-Alain Muet

(article paru dans *Alternatives économiques*, octobre 2006)

Le Premier ministre se félicite de la baisse du chômage, parce que le taux de chômage est revenu au dessous de la barre des 9 %, ramenant ainsi la situation de notre pays à ce qu'elle était au début de l'année 2002. Mais à cette époque, c'était au terme de cinq années de fortes créations d'emplois - 2 millions d'emplois nouveaux, 900 000 chômeurs de moins - et dans un contexte où la croissance française proche de 3 % faisait jeu égal avec la croissance mondiale.

Rien de tout cela aujourd'hui. Jusqu'au milieu de l'année 2005, l'emploi est resté au même niveau qu'à l'été 2002 et ce n'est pas sa croissance modérée depuis un an qui explique l'ampleur de la baisse du chômage, mais l'importance des départs à la retraite résultant à la fois de facteurs démographiques (le papy-boom) et d'une politique favorisant les départs anticipés. Alors que l'économie mondiale a connu une croissance exceptionnellement forte au cours des quatre dernières années (plus de 4 % par an en moyenne), la croissance française est restée très faible (1,5 %), en grande partie parce qu'elle n'a ni moteur interne du côté de l'emploi, ni du côté des revenus. Si l'emploi redémarre aujourd'hui c'est en raison du retournement complet de la politique gouvernementale qui après avoir fait disparaître tous les dispositifs de la politique de l'emploi (Emplois jeunes, CES) recourt à nouveau fortement aux emplois aidés.

Mais **pour retrouver le chemin du plein emploi** c'est à dire aboutir à une situation où le chômage ne sera qu'une brève transition entre deux emplois et non comme aujourd'hui un long glissement vers l'exclusion. Il faut aller bien au delà d'une politique au jour le jour. Il faut **combler successivement les trois déficits** actuels de notre économie : **un déficit de demande, un déficit de recherche et d'innovation, un déficit de sécurité salariale et professionnelle.**

Du côté de la demande, il faut renouer avec la création d'emploi et la hausse du pouvoir d'achat par l'action combinée de la négociation sociale et de l'action publique.

Du côté de l'offre il faut investir massivement dans l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation pour restaurer une compétitivité fortement dégradée et augmenter durablement le rythme de notre croissance potentielle.

Il faut enfin redonner à chacun la perspective concrète, par son travail, de progresser dans sa vie professionnelle en construisant avec les partenaires sociaux une sécurité professionnelle permettant aux salariés de se former tout au long de leur vie, de changer d'emploi sans perte de ressources ni de droits et de s'adapter aux évolutions des activités et des métiers. Un effort particulier doit être réalisé pour les jeunes qui sortent du système éducatif et ont besoin de nouer un contrat durable avec le monde du travail.

La flexibilité et la précarité ne créent pas le plein emploi. C'est au contraire la sécurité du revenu qui y contribue car elle donne à chacun la capacité de prendre des risques, de changer d'emploi et de faire des investissements pour son avenir dans une économie devenue plus mobile.

